



3 fév. 2009

Après l'immense mobilisation du 29 janvier: **LA POSTE AU CŒUR DE L'ALTERNATIVE POLITIQUE**

2,5 millions de manifestants dans tout le pays, large participation des salariés du privé: la mobilisation dépasse celle contre le CPE en 2006 et les premiers jours de novembre-décembre 1995. La politique du pouvoir, qui distribue des milliards aux fauteurs de crise tout en imposant de nouvelles restrictions aux salariés, aux dépenses sociales, aux services publics.

Une perspective politique est ouverte, ici et maintenant: mettre en échec tout de suite les contre-réformes du gouvernement. Sans attendre sagement une hypothétique alternance en 2012.

La défense de la Poste est un des points centraux. La mobilisation contre la privatisation est large dans le pays. Aujourd'hui, précipiter la Banque Postale, la seule grande banque qui a échappé à la crise, vers la finance est indéfendable aux yeux du plus grand nombre. Le 29 janvier, 40% des postiers ont fait grève.

Le pouvoir sent combien la question de l'avenir La Poste est stratégique. Il tente de désamorcer l'opposition, en jouant sur le calendrier. La presse annonce hier que le projet de loi de privatisation (et de transposition de la directive de mise en concurrence de tout le courrier) serait reporté à après les européennes. Pendant ce temps, la privatisation rampante continue.

Autant de raisons pour intensifier maintenant la riposte! Dans la dynamique de la convergence des luttes.

Le gouvernement pousse vers la finance la seule grande banque qui a échappé à la crise !

Non content d'accorder 21 milliards d'euros (pour commencer), sans contrôle ni contrepartie, aux banques privées pour renflouer leurs mauvais placements, le gouvernement s'applique à précipiter la privatisation de La Poste et de sa filiale, la « Banque postale ».

La Poste, où presque 10% des ménages détiennent leur compte courant, est pourtant la seule grande banque qui a échappé aux pertes de la crise financière. Elle le doit à son statut public qui l'a encore préservé du grand casino de la finance. Pour l'instant.

La presse économique se fait l'écho de projets proprement scandaleux. La Banque postale pourrait consacrer plus d'un milliard d'euros au rachat de la banque italienne « Palatine » pour soulager les Caisses d'épargne, leur actuel actionnaire. **Le gouvernement pousse également La Poste à renflouer, à son tour, la banque Dexia**, en lui fournissant des liquidités tirées des encours des dépôts, autrement dit de l'argent des déposants.

Dexia : quel exemple des dégâts de la privatisation !

Son naufrage organisé par les gouvernements successifs vient de coûter 3 milliards d'euros d'argent public au pays ! Ancienne direction de la Caisse des dépôts et consignations chargée du financement des

collectivités locales, transformée en banque sous le nom de « Crédit local de France », elle a été privatisée sous le nom de Dexia dans une fusion avec une banque belge. Jusqu'à refiler des prêts « vérolés » à de grandes collectivités locales dont les contribuables paient également les conséquences au prix fort.

Voilà où gouvernement et direction de La Poste veulent maintenant entraîner l'argent des déposants ! Voilà le schéma de privatisation qu'ils veulent suivre pour La Poste elle-même!

Privatisation : personne ne peut être dupe des annonces du pouvoir.

Le président de la République a annoncé avant l'été le lancement du processus d'ouverture du capital d'ici 2010, c'est-à-dire de privatisation partielle, de La Poste. Pour cela, il faut changer son statut, la faire passer d'établissement public en société anonyme.

Devant la force de la mobilisation des salariés et des usagers contre la privatisation et les remous de la crise, le pouvoir tente une entourloupe. Depuis décembre, suivant l'avis d'une commission de complaisance, le Président prétend maintenant qu'il veut limiter l'ouverture du capital à des investisseurs publics (pour combien de temps ?) mais maintient le projet de changement de statut. Personne ne peut être dupe.

Le prétexte initial de la privatisation partielle a volé

.../...

en éclats. Besoin d'argent pour investir ? Alors que la Banque postale est prête à injecter des milliards dans des opérations financières ! C'est au nom du même prétexte que La Poste a annoncé un nouveau relèvement du prix du timbre.

Et pour quels investissements ? Pour continuer à démanteler le service public. Des milliers de bureaux de poste sont déclassés ou transformés, à grands frais en boutique, et en agences bancaires comme les autres. La fermeture des centres de tri départementaux, pour des centres régionaux très coûteux, sert à supprimer des emplois et à externaliser dans la perspective du profit futur du privé. Courrier, activités financières, présence postale : le processus de privatisation est bien en cours rimant avec bas salaires, précarisation, dégradation des services rendus, logique marchande se substituant au service public...

Une majorité existe pour défendre le service public de La Poste

Depuis plusieurs années, des mobilisations locales, des journées d'action, des pétitions nationales montrent l'ampleur du rejet de la privatisation et de ses conséquences, par les salariés de La Poste, les usagers, les populations.

Les enjeux d'intérêt national émergent comme l'aménagement du territoire, l'accès de tous aux services bancaires nécessaires à la vie de tous les jours, à des tarifs normaux, l'orientation de l'épargne populaire... L'expérience douloureuse d'autres privatisations comme des premières étapes de la privatisation de La Poste, est faite.

Un rapport de force existe pour défendre le service public de La Poste. Il s'inscrit dans le mouvement d'ensemble des luttes qui se développent, dans des secteurs d'activité très différents, contre les choix du Medef et la politique à son service, alors que le capitalisme fait la preuve de son incapacité à répondre aux besoins, de sa nocivité.

La journée nationale interprofessionnelle unitaire de grève et de manifestation, le 29 janvier, pour le pouvoir d'achat, les salaires, l'emploi, les services publics... constitue un rendez-vous décisif de la convergence des luttes pour gagner, ensemble, secteur par secteur.

L'avenir de la Poste est au cœur de

l'alternative politique. Elle se joue maintenant et passe par le mouvement populaire

Pas dans l'attente des élections de 2012. Les postiers font partie des mieux placés pour savoir qu'une alternance électorale n'est pas synonyme de changement de politique. Depuis Quilès et l'éclatement des PTT en 1989, le PS a pris toute sa part dans la préparation du processus de privatisation. Il continue d'approuver le Traité de Lisbonne et les directives de mise en concurrence des activités de service public. Il vient d'approuver le plan de renflouement des banques.

Communistes, militants dans les quartiers et les entreprises, à la Poste, nous entendons contribuer au rassemblement pour mettre en échec tout de suite les projets du pouvoir et imposer d'autres choix.

Nous demandons :

- le maintien du statut d'établissement public de La Poste et l'abandon de tout projet d'ouverture du capital

- des créations d'emplois stables, bien rémunérés, correspondant à un service public moderne et rénové pour tous sur l'ensemble du territoire, au maintien (et à la création) des bureaux de poste de plein exercice et des guichets, des tournées de facteurs... C'est un investissement contre la crise et pour le développement du pays.

Pour des choix politiques de rupture avec le processus de privatisation, nous nous prononçons :

- pour le maintien et le développement du monopole public de La Poste sur la distribution du courrier, contre la « transposition » et l'application des directives européennes de mise en concurrence (totale en 2011).

- pour le retour des activités de la « banque postale », actuellement filiale de droit privé, dans l'établissement public.

- pour la constitution d'un pôle public financier national, dont la Banque postale doit être un pilier, pour orienter l'épargne (ex : livret A) et le crédit vers une croissance économique saine répondant aux besoins.

**Le succès de la journée
du 29 janvier doit sonner l'heure
des reconquêtes sociales !**

Adhérez au PCF! Face à l'idéologie dominante, pour réfléchir et agir dans les quartiers, les entreprises, rejoignez les communistes ! Faites le choix de la lutte!

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENVOYER A PCF 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, Tél: 01 48 28 60 05; pcf15@wanadoo.fr

<http://pcf-paris15.over-blog.com/>